

ne pas commettre d'erreurs, de corriger l'erreur qui semble se produire en ce qui a trait à la présentation d'un bill qui n'assure pas une égalité de prix entre l'Est et l'Ouest. Et si les conservateurs progressistes ont commis une erreur semblable, j'espère que l'honorable député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine (M. Bécharde) verra à ce que le gouvernement libéral ne commette pas la même erreur, monsieur le président.

M. Bécharde: J'aimerais demander à l'honorable député de Joliette s'il était à la Chambre jeudi dernier lorsque le très honorable premier ministre (M. Trudeau) a fait son discours annonçant la politique pétrolière? Est-ce qu'il ne se souvient pas que le très honorable premier ministre a dit qu'il voulait unir le Canada en supprimant la ligne Borden, et que cette politique visait à ce que l'huile coule au Canada au même prix partout? Il s'agit d'un programme de six ans.

M. La Salle: Monsieur le président, j'ai très bien écouté le discours du très honorable premier ministre. Monsieur le président, j'ai cru comprendre, comme l'honorable député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine, et compte tenu des déclarations du ministre responsable, que l'Est est loin d'être assuré de bénéficier de prix aussi bas que ceux de l'Ouest. A mon avis, il est important que l'honorable député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine étudie les conséquences de ce bill, parce qu'on est loin d'être assuré d'une égalité de prix. Je suis bien content que la question me soit posée; ceci me permet de dire à l'honorable député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine que je suis prêt à collaborer avec lui pour que tous les députés du Québec exigent du ministre l'égalité de prix pour l'Est, et pour le Québec en particulier.

M. Bécharde: Est-ce que l'honorable député de Joliette sait qu'il n'existe pas...

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Si c'est la dernière question, j'accorderai une dernière réponse.

[Français]

M. Bécharde: Est-ce que je pourrais poser une question à l'honorable député de Joliette, monsieur l'Orateur?

Je sais tous les commentaires que l'honorable député de Joliette vient de faire, mais est-il au courant qu'il n'existe pas encore d'oléoduc entre Sarnia et Montréal? Est-il au courant de cela? Et sait-il que jusqu'à ce jour il faut se procurer du pétrole quelque part?

M. La Salle: Je suis sûrement au courant de cela, monsieur le président, mais faut-il me poser une question aussi insignifiante? Monsieur le président, je veux bien croire qu'il s'agit d'une question insignifiante. Ceci est évident.

J'aimerais dire à l'honorable député que le député de Joliette sait qu'il n'existe pas encore d'oléoduc entre Sarnia et Montréal et qu'il a compris que la politique visait au prolongement de l'oléoduc jusqu'à Montréal. J'ai clairement dit dans mon discours que je ne m'opposais pas à cela. Je voulais simplement que le Québec soit bien assuré d'un prix équitable. L'honorable député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine ne m'a pas donné l'assurance qu'il verrait à ce que le gouvernement garantisse au Québec un prix égal à celui en vigueur dans l'Ouest. C'est ce que la population du Québec veut entendre, non seulement du député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine, mais de tous les autres députés du Québec qui font partie du gouvernement et qui sont en majorité. Quant au pouvoir des francophones à l'intérieur du parti libéral, il est temps de l'utiliser au maximum, monsieur le président.

Approvisionnement d'énergie—Loi

[Traduction]

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, on semble laisser entendre que les conservateurs sont en train de bloquer le bill. Qu'il me soit permis de vous faire remarquer que les quatre derniers orateurs n'étaient pas des conservateurs. Si je pouvais coiffer mon exposé d'un titre je dirais ceci: «N'essayez pas, M. Trudeau, de dresser le reste du Canada contre nous». Cette mise en garde a fait l'objet d'un éditorial du *Journal d'Edmonton*, il y a deux jours, lequel commençait par ces mots:

La tentative du premier ministre, M. Trudeau, de faire passer les Albertains et le premier ministre Lougheed pour les ogres de la crise de l'énergie n'est ni plus ni moins qu'un geste mesquin et éhonté qui ne lui sied pas.

Voilà qui résume les sentiments qu'éprouvent les Albertains à l'égard du débat sur l'énergie. Il se passe aujourd'hui au Canada quelque chose qui ne me plaît guère. Le premier ministre joue avec l'unité nationale afin de prouver aux Canadiens que sa politique énergétique et seulement la sienne peut sauver l'unité et que, bien sûr, l'Alberta défend uniquement les intérêts des Albertains en desservant ceux du Canada. Le premier ministre semble vouloir monter le reste du pays contre l'Alberta afin de garantir le résultat des élections. Sa stratégie devient de plus en plus évidente et voilà dans quelles circonstances nous discutons du bill C-236, la loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie. Inutile de préciser que je voterai contre ce bill en deuxième lecture car je m'oppose à son principe.

Le député de Peace River (M. Baldwin) et le député de York-Simcoe (M. Stevens) ont également fourni de longues explications quant aux motifs de leur opposition. Je suis d'accord avec leurs points de vue et j'ajoute mes raisons aux leurs. Les voici: Le gouvernement nous présente une loi...

... prévoyant un moyen de préserver les approvisionnements de produits pétroliers au Canada durant les périodes d'urgence nationale résultant de pénuries ou de perturbations du marché qui portent atteinte à la sécurité et au bien-être des Canadiens et à la stabilité économique du Canada...

En reconnaissant qu'il ne peut prouver l'existence d'une situation d'urgence, le gouvernement nous dit que le bill constitue une assurance contre une telle situation. Rien d'étonnant si le député de Peace River a mis en doute l'intégrité de «l'assureur». N'oublions pas que l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie qu'on propose de créer serait doté de pouvoirs immenses et qu'il agirait sur instruction du gouvernement comme le précise l'article 10. Là encore ce serait acceptable si nous nous trouvions vraiment dans une situation d'urgence nationale. Toutefois, monsieur l'Orateur, il n'y a pas de véritable crise de l'énergie au Canada. Comme le premier ministre l'a lui-même fait remarquer lorsqu'il en a parlé à l'occasion de ce débat, en 1972, le Canada a importé 770,000 barils de pétrole par jour alors qu'en même temps il en exportait 950,000. Au cours de la même période, nous produisons 1.7 million de barils de pétrole par jour alors que nous en consommons 1.55 million. Quatre-vingt p. 100 de cette production provenait de l'Alberta.

Le gouvernement de l'Alberta a bien fait savoir qu'il ne laissera pas les Canadiens connaître une pénurie de pétrole cet hiver. Dans une déclaration de principe sur l'utilisation de l'énergie de l'Alberta, le premier ministre Lougheed a placé la sécurité d'approvisionnement des Canadiens au premier rang des cinq priorités de son gouvernement. Il a déclaré:

Il est possible que l'Est connaisse une pénurie de pétrole cet hiver suite aux mesures des pays arabes producteurs de pétrole; je